

PERSONNELS DE L'ÉDUCATION
TOUTES
ET TOUS
ENSEMBLE
CONTRE
L'EXTREME
DROITE



FACE À L'URGENCE

SE MOBILISER CONTRE L'EXTRÊME-DROITE





Un projet réactionnaire et antirépublicain pour l'école

- « Nous chasserons des classes de nos enfants le pédagogisme, l'islamo-gauchisme et l'idéologie LGBT » *E. Zemmour à Villepinte, 2019*
- Nécessité d'un « **plan de contrôle des enseignements** », suspectés d'être « **utilisés à des fins idéologiques** », *plan Le Pen pour les banlieues*
- « **Réserver la moitié du temps d'enseignement au français** » en primaire et promouvoir un « **roman national** » *Programme du RN*
- Concourir « **par tous moyens, chez ceux à qui il est destiné, à faire naître, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale** » *M. Le Pen*
- Lecture révisionniste de l'histoire (*cf Zemmour, 2019 : « Pétain a sauvé des juifs »*)



Avec l'extrême-droite au pouvoir, notre liberté pédagogique serait mise au pas au service d'un projet identitaire





Un projet réactionnaire et antirépublicain pour l'école

Avec l'extrême-droite au pouvoir, des mesures antisociales ciblant les populations les plus défavorisées :

- Renforcement des mesures de **discrimination systématiques des familles étrangères**, et des expulsions de familles sans papiers
- **Suspension des allocations familiales** en cas d'absentéisme
- Fin de la gratuité des transports et de la cantine pour les familles plus défavorisées
- **Suspicion systématique** contre les élèves d'origine étrangère ou issus de l'immigration, allant jusqu'à la suppression de certains enseignements comme l'arabe (*programme du RN*)
- **Théorie xénophobe** du « *grand remplacement* »



Avec l'ED au pouvoir, nos élèves (en particulier les plus fragiles) seraient stigmatisés-es, relégués-es, expulsés-es



Un projet réactionnaire et antirépublicain pour l'école



- **Promotion de l'école privée confessionnelle**, au détriment du service public
- **Promotion de la sélection** au nom d'une « méritocratie » favorisant la symétrie « inégalités sociales / réussite scolaire », fin du collège unique
- **Menaces** sur le droit syndical et la démocratie sociale, usage de la répression
- **Contrôle de la liberté d'expression** des personnels
- Mise sous pression, univers viriliste et militaire
- Et sachant que les recteurs sont nommés par décret : **nos écoles, collèges, lycées et universités seront administrés par des recteurs et rectrices choisis par l'extrême-droite !**



Avec l'ED au pouvoir, ce serait la fin du projet d'une École républicaine émancipatrice pour toutes et tous



Un danger accentué car compatible avec le « choc des savoirs »...

- **qui favorise le tri scolaire et social avec la possibilité de mettre en place des groupes de niveaux ;**
- **qui instaure une sélection précoce et enferme les élèves en difficulté dans des filières de relégation (prépa-Secondaire puis apprentissage non choisi) ;**
- **qui s'attaque à la liberté pédagogique des collègues, en privilégiant, voire imposant, de « bonnes pratiques », de « bons manuels » ...**



=> Avec l'ED au pouvoir, le « choc des savoirs » devient l'outil de mise au pas du système éducatif



L'extrême-droite, c'est aussi un projet antisocial...

- **qui est favorable au conditionnement du RSA touché par les plus précaires à un travail obligatoire (Bardella, 4 février 2024) ;**
- **qui entend supprimer des impôts payés principalement par les grandes entreprises du CAC 40 (Bardella, 30 novembre 2023) ;**
- **qui, face au « mur de la dette », ne reviendra pas sur la réforme des retraites (Bardella, 11 juin 2024)**



=> L'ED au pouvoir ne s'opposerait pas aux politiques néolibérales mais les poursuivrait, comme en Italie, en Pologne ou en Hongrie



L'extrême-droite, c'est toujours la violence fascistoïde...

- **Le RN dirigé par Bardella entretient des liens forts avec la mouvance du GUD** (M. Turchi, *Mediapart*, 4 novembre 2022)
- **Des candidats investis condamnés par la justice** (incitation à la haine raciale, violences...)
- **Des membres de ce mouvement ont commis une agression homophobe violente dans la nuit suivant l'annonce de la dissolution**
- **Dans l'Italie de Meloni, les néofascistes défilent dans la rue par centaines, faisant le salut fasciste.**



=> Avec l'ED au pouvoir, la violence néofasciste frapperait dans la rue les minorités ethniques, religieuses, sexuelles ...



Un premier ministre RN pourra...

- **Choisir le ministre de la défense, de l'intérieur, de l'Éducation nationale...**
- **Nommer la présidence de l'autorité de régulation de l'audiovisuel public**
- **Nommer les recteurs, nommer les préfets, les procureurs ...**
- **Nommer des membres au conseil constitutionnel**
- **Nommer les dirigeants des entreprises publiques**
- **Changer le découpage électoral**



→ **Tous les pans de la vie publique seraient impactés par l'idéologie d'extrême-droite, avec un très gros risque pour les libertés individuelles**



Concrètement, contre quelles mesures ont voté les députés RN à l'assemblée nationale ?

CONTRE

- L'**augmentation** du SMIC à 1 500 €
- L'**encadrement** des salaires
- L'**indexation** des salaires sur l'inflation
- Le **blocage des prix** sur les produits de première nécessité
- La **gratuité** des premiers mètres cubes d'eau
- La gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus **modestes**.
- La **revalorisation** des petites retraites
- La garantie d'**autonomie** à 1 063 €
- Le **gel** des prix des loyers
- L'augmentation des **hébergements d'urgence**
- Le rétablissement de l'**Impôt Sur la Fortune** (ISF)
- La **taxe** sur les super profits
- La taxe sur les **revenus** supérieurs à 3 millions d'euros
- Le **recrutement** de sapeurs pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Un milliard d'euros pour la **lutte contre les violences** faites aux femmes



Concrètement, pour quelles mesures ont voté les députés RN à l'assemblée nationale ?

POUR

- La **fin des droits** au chômage après abandon de poste
- L'**arrêt** des allocations chômage en cas de refus d'un CDI à la fin d'un CDD
- La **réduction** des droits au chômage des étrangers hors union européenne.
- L'**interdiction** de la présence d'étrangers au sein des instances représentatives du personnel (IRP)
- La **limitation** du droit de vote des travailleur·euses précaires aux élections professionnelles
- La **hausse** de la défiscalisation des heures supplémentaires.
- La **suppression** de la redevance audiovisuelle
- L'**exclusion** de l'achat de mangas avec le pass culture



F.S.U.



se-unsa.org



Fonctionnaires : devoir de réserve en période pré-élections ?

« Les agents publics, comme tout citoyen, se voient garantir leur liberté d'opinion (art. 6 de la loi n°83- 634 du 13 juillet 1983). En dehors du service, les fonctionnaires ont, par conséquent, le droit de participer aux élections et à la campagne qui les précède. » *Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), 6 septembre 2023*

Depuis quelques années, le « devoir de réserve » est souvent invoqué en période électorale : « vous voudrez bien, selon l'usage, vous abstenir de participer à toute manifestation ou cérémonie publique susceptible de présenter un caractère pré-électoral ».

Alors que l'extrême droite n'a jamais été aussi proche de diriger le pays, ne nous laissons pas intimider par une construction du « devoir de réserve » jurisprudentielle mouvante, présentée hors de son contexte et de manière tronquée, et invoquée de manière abusive !



L'EXTRÊME-DROITE N'EST PAS BANALE

C'est un danger, pour l'École, pour nos collègues, pour la démocratie

**Alors les 30 juin et 7 juillet :
PAS UNE VOIX POUR L'EXTRÊME-DROITE !**

**Soutenons une alternative sociale,
démocratique, écologiste et féministe !**

